

AMNESTY INTERNATIONAL

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Index AI : ACT 30/016/2006 (Public)
Bulletin n° : 188

Embargo : 20 juillet 2006 00:01 TU

Amnesty International lance une campagne mondiale contre la répression sur Internet

Forte du succès rencontré par sa campagne menée au Royaume-Uni pour la défense d'un Internet libre, Amnesty International étend aujourd'hui son action à l'échelle mondiale avec **irrepressible.info**. Cette campagne vise à réaffirmer le pouvoir de changement d'Internet à un moment où les entreprises technologiques se montrent de plus en plus disposées à aider la censure et la répression.

En Iran, aux Maldives, à Cuba ou encore au Viêt-Nam, le gouvernement exerce une répression sur les personnes qui utilisent Internet pour exprimer leurs opinions et empêche la population d'avoir accès à cette mine d'informations. Des internautes sont placés sous les verrous, des cybercafés sont fermés, des forums de discussion sont surveillés et des blogs sont supprimés. Des sites web sont bloqués, les nouvelles venant de l'étranger sont interdites, et des moteurs de recherche filtrent les résultats portant sur des questions sensibles.

« Internet peut être un formidable outil de promotion des droits humains : les militants peuvent, d'un simple clic de souris, informer le monde des atteintes aux droits humains commises dans leur pays. Les gens n'ont jamais eu accès à autant d'informations provenant des sources les plus diverses », a déclaré Amnesty International.

Mais aujourd'hui, le potentiel d'Internet est sapé par des gouvernements qui ne tolèrent pas ce média libre, et par des entreprises qui acceptent de les aider à réprimer la liberté d'expression.

Sun Microsystems, Nortel Networks, Cisco Systems, Yahoo! et Google font partie des entreprises qui aident des gouvernements à censurer Internet ou à traquer des internautes. En 2004, Microsoft a livré aux autorités israéliennes des informations sur Mordechai Vanunu, qui a voulu alerter l'opinion sur des questions relatives au nucléaire, sans que ce dernier en ait été averti ou y ait consenti. Ces informations ont tout d'abord été utilisées pour engager des poursuites judiciaires contre cet homme parce qu'il avait eu des contacts avec des médias étrangers.

« Nous demandons aux utilisateurs d'Internet à travers le monde de se rendre sur <http://irrepressible.info> pour signer une déclaration appelant tous les gouvernements et toutes les entreprises à respecter la liberté sur Internet, a ajouté Amnesty International. Les entreprises de l'Internet font souvent grand cas de leur responsabilité éthique. Ces déclarations vont donc mettre en lumière le fait qu'en participant à la répression elles risquent de se rendre complices d'atteintes aux droits humains et, partant, d'entamer leur crédibilité. »

Les déclarations signées en ligne seront rassemblées et présentées lors d'une importante réunion sur l'avenir d'Internet organisée par les Nations unies en novembre 2006.

Parallèlement au lancement de cette campagne internationale, Amnesty International rend public un rapport sur le rôle joué par Yahoo!, Microsoft et Google dans la répression sur Internet en Chine. Il est estimé que l'appareil de répression utilisé en Chine contre Internet est plus développé que dans n'importe quel autre pays, et les entreprises sont particulièrement disposées à coopérer avec le gouvernement chinois.

Note aux rédacteurs :

Le site de la campagne, <http://irrepressible.info>, peut être consulté en anglais, en arabe, en espagnol et en français.

Le rapport *Undermining freedom of expression in China* est disponible à l'adresse suivante : <http://web.amnesty.org/library/Index/ENGPOL300262006>.

Les autorités israéliennes ont interdit à Mordechai Vanunu d'avoir des contacts avec les médias étrangers. Cette interdiction, qui est en elle-même une violation des droits humains, vient d'être prorogée pour une année supplémentaire. Le juge chargé du procès en cours contre Mordechai Vanunu est maintenant d'accord pour ne pas employer les informations fournies par Microsoft mais il n'en reste pas moins que ces informations sont entre les mains des autorités israéliennes et qu'elles pourraient être utilisées pour continuer de restreindre les libertés de cet homme et de le harceler.